

Le 23 mai 2012

## C'est bien meilleur le matin

23 mai 2012

8H35 - Dick Howard, professeur de philosophie politique à la Stony Brook University, dans l'État de New York

---

### Suggestion de présentation

Du côté des Etats-Unis, alors que l'attention se focalisait la semaine passée sur la réunion du G-8 à Camp David, puis du G-20 à Chicago, la politique domestique était, pour ainsi dire, marquée par un non-événement : l'abandon de la course présidentielle par le groupe « Americans Elect ». Je joins à l'instant professeur de philosophie politique à la Stony Brook University, Dick Howard pour comprendre l'importance de cet événement qui n'a pas été très médiatisé, surtout chez nous.

Bonjour Monsieur Howard!

#### 1) «Americans Elect», de quoi s'agit-il?

NOTE DH : Cette organisation voulait élire un président « indépendant » qui saurait rassembler la vaste majorité du pays, dégoûtée par la politique de plus en plus radicale des deux partis établis. Elle semblait avoir tout pour plaire : une maîtrise de la technologie digitale, de bons conseillers en marketing, et surtout beaucoup d'argent. Il ne lui manquait qu'une chose, fondamentale : un candidat. Celui ou celle-ci aurait été désigné de façon on ne peut plus démocratique : par un vote par internet ouvert à tout venant. Or pour voter, il fallait qu'il y ait des candidats. Hélas, tous ceux qu'on a approchés—des politiques actifs ou retraités, des chefs d'entreprises, des présidents d'université—ont refusé la candidature. On peut en tirer plusieurs leçons dont la première est sans doute qu'on ne change pas la vie politique du pays par le haut. La puissance de la présidence n'est pas illimitée. La fin de la politique partisane, qui se manifeste surtout au sein de la branche législative, n'est pas pour demain. Si l'un ou l'autre était le cas, Barack Obama n'aurait pas rencontré les problèmes qu'on connaît, et le pays aurait évité la polarisation qui conduit à la paralysie actuelle.

#### 2) Comment s'explique le fait que personne ne voulait se lancer ? Quelles autres leçons peut-on tirer de ce non-événement ?

NOTE DH : Lorsqu'on interrogeait ceux qui auraient pu devenir des candidats crédibles, ils évoquaient souvent ce qu'on appelle « la campagne négative permanente » où au travers de publicités négatives on passe toute la vie des candidats sous le microscope pour en distiller une image dégradante du personnage. À cela s'ajoute le fait que les blocages actuels de la politique électorale font penser qu'il y a d'autres canaux plus accessibles à ceux et celles qui veulent influencer la vie du pays. Il y a une deuxième leçon à en tirer : malgré les apparences, l'argent ne règne pas sans conteste dans la vie politique. « Americans Elect » avait de l'argent ; et d'éventuels candidats auraient pu en apporter du leur—comme ce fut le cas du milliardaire Ross Perot dont la candidature indépendante en 1992 reçut 19% des voix (et fit élire Bill Clinton contre le président sortant, George Bush senior). Enfin, la troisième leçon est

que l'existence de la fameuse classe moyenne centriste, composée d'électeurs indépendants est un mythe inventé à partir de sondages qui confondent une photographie sociale unidimensionnelle avec la réalité complexe d'une société moderne et plurielle où les gens ont des intérêts divers, parfois contradictoires et pas toujours rationnels.

- 3) Pourtant, à propos du poids de l'argent, vous avez évoqué souvent le rôle des nouveaux « Super-Pacs » créés à la suite d'un arrêté récent de la Cour suprême dans l'affaire « Citizens United »... ?

NOTE DH : Le poids des Super-Pacs s'est d'abord fait sentir lors des primaires républicaines, c'est à dire, au moment où il y avait déjà des candidatures. Celles-ci, par ailleurs, ne prétendaient pas attirer l'électeur moyen et indépendant, bien au contraire ! Ainsi, par exemple, la candidature de Newt Gingrich, comme celle de Rick Santorum, dépendaient de l'argent dépensé en leur faveur par de très riches contributeurs attirés par une cause particulière (Israël dans un cas, l'avortement dans l'autre). Qu'en sera-t-il lors des présidentielles ? Du côté républicain, sous l'égide de l'éminence grise de la présidence Bush-- Karl Rove—les Super-Pacs « American Crossroads » et son cousin « Crossroads GPS » joueront un rôle plus important que leurs équivalents démocrates. Mais étant donné les sommes fabuleuses que dépenseront les campagnes elles-mêmes—environ mille millions de dollars—cela ne sera sans doute pas la goutte qui fait déborder le vase. C'est au niveau des candidatures pour le Congrès que le rôle des Super-Pacs pourra être déterminant. Dans la Chambre, par exemple, les démocrates doivent conquérir 25 sièges (sur 435) pour prendre la majorité. Quand on sait que les trois dernières élections ont vu un changement dans un sens ou l'autre de 24 sièges, il est évident que l'enjeu est important. Une analyse récente dans le *Washington Post* (18 mai) souligne le fait que les républicains au Congrès ont levé quatre fois plus d'argent que les démocrates qui, pour leur part, comptent sur la mobilisation des syndicats, des écologistes et des avocats. Lequel aura le poids décisif ?

- 4) On a commencé par un non-événement ; terminons tout de même sur les événements que furent la réunion du G-8 puis celle de l'OTAN.

NOTE DH : De belles paroles furent échangées par les leaders, et Rahm Emanuel, le maire de Chicago et ancien directeur du cabinet de Barack Obama, peut se glorifier de ne pas avoir été dépassé par les manifestants, somme toute peu nombreux. Pour le reste, les décisions prises furent minimales : la France se retirera de l'Afghanistan comme promis par François Hollande à la fin de 2012 ; l'OTAN—principalement les États-Unis—insiste qu'à partir du milieu 2013, les Afghans dirigeront les combats, et que l'OTAN ne quitte en 2014. C'est une défaite, après plus de dix ans de guerre, mais on ne va pas l'admettre. Or, si les rapports avec Hamid Karzaï se sont améliorés, ceux avec le Pakistan sont au plus bas. Ce qui est plus remarquable que ces résultats prévisibles, c'est peut-être un autre non-événement : le tournant asiatique de la politique américaine n'eut pas lieu. C'est comme si les États-Unis avaient reconnu que, malgré l'importance croissante de la région pacifique, c'est quand même l'Europe, et l'Euro—et, au delà, l'OTAN—qui continueront à peser, du moins dans l'avenir proche. Reste la question : Est-ce que Madame Merkel est sur la même longueur d'ondes ?